**Les projets
collectifs d’économie solidaire comme stratégie d’accès à la citoyenneté. Le
cas des militantes de la Marche mondiale des femmes dans le *Rio Grande do Norte*, Brésil.**

Beaulieu Elsa

Un des constats qui ressort de l’étude des projets d’économie solidaire mis sur pied par des groupes de femmes marginalisées dans le *Rio Grande do Norte*, Brésil, c’est la faiblesse des revenus générés par les activités productives. Même si l’augmentation du degré d’autonomie économique des femmes fait partie des objectifs de ces projets, on ne peut que constater que, pour de multiples raisons, les revenus générés sont insuffisants, en eux-mêmes, à assurer la survie économique d’une personne, et à plus forte raison de plusieurs (enfants et famille à charge, par exemple).  Par contre, ces projets et initiatives génèrent des retombées positives indéniables pour les femmes qui y participent, à de multiples niveaux, y compris l’amélioration des conditions de vie matérielles. Pour comprendre ces projets, il faut donc abandonner la vision qui consisterait à vouloir les analyser en termes de « création d’emplois » (emplois qui donneraient accès à un revenu suffisant pour assurer la survie d’au moins une personne), pour les analyser dans une perspective économique, sociale et politique plus large. Par exemple, en termes d’accès à la citoyenneté, prise dans son sens le plus large. Mais ce changement de perspective ne nous permet pas de dépasser le constat que ces activités économiques ne permettent pas de « sortir de la pauvreté ». Il faut donc à la fois ouvrir la discussion sur ce que signifie vraiment le concept de pauvreté d’un point de vue nthropologique, et remettre en cause les structures économiques et politiques qui favorisent une répartition inégale des ressources matérielles.